

ROYAUME DE BELGIQUE

KONINKRIJK BELGIE

AVIS DU CONSEIL D'ETAT

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, deuxième chambre, saisi par le Ministre de l'Intérieur, le 6 janvier 1999, d'une demande d'avis sur un projet d'arrêté royal "déterminant les conditions d'agrément des stands de tir", a donné le 7 juillet 1999 l'avis suivant :

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, tweede kamer, op 6 januari 1999 door de Minister van Binnenlandse Zaken verzocht hem van advies te dienen over een ontwerp van koninklijk besluit "tot bepaling van de erkenningsvoorwaarden van schietstanden", heeft op 7 juli 1999 het volgende advies gegeven :

Observation préalable

Il est plus logique de préciser d'abord les conditions pour l'obtention de l'agrément (article 5), ensuite de déterminer la procédure à suivre pour cette obtention.

Examen du projet

Dispositif

Article 1er

1. L'article 14ter de la loi du 3 janvier 1933 relative à la fabrication, au commerce et au port des armes et au commerce des munitions dispose :

"Seules les personnes physiques ou morales agréées conformément à l'article 1er sont autorisées à exploiter une installation de tir à l'arme à feu, située dans un local fermé ou non, ou à organiser occasionnellement ou régulièrement des exercices de tir sportif.

Le Roi fixe les conditions d'agrément, sur proposition des ministres qui ont la Justice et l'Intérieur dans leurs attributions.

Le présent article ne s'applique pas aux installations ou aux exercices de tir réservés exclusivement à la formation ou à l'entraînement des agents de services de l'autorité ou de la force publique déterminés conformément à l'article 22, alinéa 3."

Il résulte de cette disposition que toutes les personnes qui exploitent une installation de tir ou qui organisent des exercices de tir sportif, à l'exception de

.../...

celles visées à l'alinéa 3, doivent être agréées conformément à l'article 1er de la loi et donc répondre aux conditions mises par cet article à l'agrément.

La loi n'habilite pas le Roi à prévoir d'autres dispenses d'agrément que celle prévue à l'article 14ter, alinéa 3, précité.

L'article 1er, prévoit, d'une part, que le projet ne s'applique pas "aux installations de tir utilisées par des armuriers ou des collectionneurs agréés aux fins exclusives de tester des armes". Dans la mesure où les armuriers et collectionneurs doivent être, en tant que tels, agréés conformément à l'article 1er de la loi et que le projet n'entend pas les en dispenser, cette limitation du champ d'application de l'arrêté en projet n'appelle pas de critiques.

2. L'article 1er, § 2, prévoit, d'autre part, que le présent arrêté ne s'applique pas "aux endroits où une activité de tir n'est organisée qu'une fois par an".

L'arrêté en projet ne peut exonérer d'agrément l'organisateur de telles activités, la loi prévoyant que toute organisation d'exercice de tir, qu'elle soit occasionnelle ou régulière, ne peut être le fait que d'une personne physique ou morale agréée.

Ainsi qu'il ressort du paragraphe 1er, alinéa 2, et du paragraphe 2, l'intention de l'auteur du projet est de prévoir que toute organisation d'un exercice de tir doit

.../...

avoir lieu dans une installation de tir dont l'exploitant est agréé, ou dans un endroit où une telle activité n'est organisée qu'une fois par an.

Si l'auteur du projet entend simplifier la procédure, le projet pourrait alors être complété de manière à prévoir une procédure particulière, éventuellement simplifiée, d'agrément des personnes organisant, une fois par an, un exercice de tir dans un endroit déterminé.

3. Enfin, le paragraphe 1er, alinéa 3, et la deuxième phrase du paragraphe 2 ne font que paraphraser, sans rien y ajouter, l'article 14ter, alinéa 3, de la loi. Ces dispositions sont, dès lors, superflues et doivent être omises.

L'article 1er du projet doit être entièrement revu pour tenir compte de ces observations.

Article 2

1. Le paragraphe 1er, alinéa 1er, serait mieux rédigé comme suit :

"Art. 2. § 1er. L'article 2 de l'arrêté royal du 20 septembre 1991 exécutant la loi sur les armes, dénommé ci-après l'arrêté, est applicable aux demandes d'agrément de personnes exploitant des installations de tir (1)".

(1) D'une manière générale, il convient d'employer les mots "installations de tir", conformément à la dénomination légale, plutôt que "stands de tir".

2. Le paragraphe 2, alinéa 1er, serait mieux rédigé comme suit :

"L'agrément d'une personne pour exploiter une installation de tir ne lui donne pas le droit d'acquérir des armes, ni de céder des munitions, sauf conformément à l'article 5, alinéa 1er, 7°".

3. L'article 8, § 2, alinéa 2, de la loi du 10 avril 1990 sur les entreprises de gardiennage, sur les entreprises de sécurité et sur les services internes de gardiennage, dispose :

"Pour l'accomplissement de leurs missions, seuls les membres du personnel desdites entreprises et desdits services ou les personnes travaillant pour leur compte, qui ont suivi avec succès une formation dans un stand de tir agréé conformément à la loi du 3 janvier 1933 relative à la fabrication, au commerce et au port des armes et au commerce des munitions, sont autorisés à détenir, transporter et porter des armes ...".

Si rien ne s'oppose à ce que le Roi fixe des conditions particulières d'agrément aux installations de tir qui dispensent des formations aux personnes visées par l'article 8, § 2, alinéa 2, précité, la loi du 3 janvier 1933 ne l'autorise toutefois pas, au paragraphe 2, alinéa 2, de soumettre cette activité à une autorisation spéciale délivrée par le ministre de l'Intérieur.

En effet, les agréments délivrés conformément à la loi du 3 janvier 1933 le sont, en vertu de l'article 1er de cette loi, par le gouverneur de la province où les demandeurs se proposent d'exercer leurs activités.

.../...

Selon les fonctionnaires délégués, une telle disposition trouverait son fondement légal dans l'article 7 de la loi du 10 avril 1990 précitée qui dispose :

"Aux conditions arrêtées par le Roi, le Ministre de l'Intérieur agréé les organismes qui assurent la formation professionnelle requise aux articles 5, premier alinéa, 5°, et 6, premier alinéa, 5°".

La formation au tir n'est toutefois pas requise par les articles cités par l'article 7, mais bien en vertu de l'article 8, § 2, alinéa 2.

L'article 7 de la loi du 10 avril 1990 ne peut donc pas non plus servir de fondement légal à une autorisation spéciale à délivrer par le ministre de l'Intérieur.

L'article 2, § 2, doit être omis.

2. Au paragraphe 3, la disposition selon laquelle le recours auprès du ministre de la Justice ne peut être manifestement non fondé est dépourvue de toute signification.

Seule la personne saisie d'un recours peut, en effet, être habilitée à apprécier son fondement et il va de soi qu'il ne sera pas donné satisfaction à un recours non fondé, qu'il le soit manifestement ou non.

En outre, plutôt que de prévoir qu'"au certificat d'agrément, qui porte un numéro spécial, il est mentionné clairement qu'il s'agit d'un stand de tir", mieux vaut prévoir un modèle de certificat et l'annexer au présent projet.

.../...

Article 3 (devenant l'article 4)

Le paragraphe 1er prévoit que l'agrément "mentionne les conditions auxquelles l'exploitation d'un stand de tir ou l'organisation d'exercices de tir est soumise".

Le paragraphe 2 prévoit qu'en cas de non-respect des conditions d'agrément, celui-ci peut être suspendu, retiré, limité ou "soumis à des conditions supplémentaires".

Le gouverneur se voit donc ainsi habilité à prévoir des conditions particulières, autres que celles prévues par le présent projet, soit au moment de l'agrément, soit s'il constate un manquement de la personne agréée. Selon les explications des fonctionnaires délégués, il s'agit de conditions particulières qui ne se confondent pas avec celles prévues à l'article 5.

Pour qu'une telle délégation soit admissible, il faut que le projet définisse l'objet ou les objets sur lesquels peuvent porter ces conditions particulières et qu'il ne s'agisse que de points secondaires ou de détail.

2. Par ailleurs, au paragraphe 2, 2°, il y a lieu de préciser ce qu'il y a lieu d'entendre par "des autres réglementations applicables aux stands de tir".

L'article 3 doit être entièrement revu.

.../...

Article 4 (devenant l'article 5)

1. Le texte suivant est proposé pour l'alinéa 1er :

"Art. 5. Les utilisateurs d'installations de tir sont répartis en trois catégories suivantes :

1° ...;

2° les personnes travaillant au service ou pour le compte d'entreprises de gardiennage ou de services internes de gardiennage, ci-après dénommées les agents de gardiennage;

3° ...

Les personnes appartenant à des catégories différentes ne peuvent utiliser en même temps une installation de tir."

2. La première phrase de l'alinéa 2 est dépourvue de portée normative et doit être omise.

Article 5 (devenant l'article 3)

Le 6° prévoit que "l'exploitant ou son représentant doit être présent chaque fois que des activités de tir ont lieu".

.../...

Le 11°, e), prévoit que le règlement d'ordre intérieur comprend "la désignation d'un responsable lors de chaque exercice de tir".

Ainsi que l'ont admis les fonctionnaires délégués, ces deux dispositions formulent différemment la même obligation. L'une ou l'autre doit, dès lors, adaptée.

Article 6

Dès lors que l'arrêté en projet a pour objet la définition des conditions d'agrément, il va de soi que le non-respect de l'obligation contenue dans la première phrase de cette disposition est susceptible d'entraîner une suspension ou un retrait d'agrément.

Prévoir que "l'agrément peut être retiré si cette obligation n'a manifestement pas été respectée", ne limite dès lors en rien le pouvoir discrétionnaire dont jouit le gouverneur dans le choix de la sanction en cas de non-respect des conditions d'agrément.

Si, ainsi qu'en ont fait état les fonctionnaires délégués, l'intention de l'auteur du projet est d'insister sur l'importance de cette obligation, mieux vaut prévoir que son non-respect entraîne le retrait de l'agrément.

.../...

Article 7

La désignation des fonctionnaires habilités à rechercher et constater les infractions à la loi du 3 janvier 1933 et à ses arrêtés d'exécution, ainsi que l'étendue de leurs pouvoirs, fait l'objet de l'article 24 de cette loi.

L'article 7 sera, dès lors, omis.

Article 8

1. L'alinéa 1er serait mieux rédigé comme suit :

"Art. 7. Les personnes qui exploitent une installation de tir au jour de l'entrée en vigueur du présent arrêté et qui introduisent une demande d'agrément dans les six mois suivant cette date, peuvent continuer à exercer leurs activités jusqu'à ce que le gouverneur (1) ait statué sur cette demande et pour autant qu'elles respectent les dispositions de l'article 5.".

(1) La rédaction proposée suppose que l'autorisation que contient cette disposition transitoire n'est pas prolongée jusqu'à ce que le ministre de la Justice ait statué sur un éventuel recours contre une décision de refus de l'agrément. Si telle n'est pas l'intention de l'auteur du projet, le texte doit être adapté en conséquence.

2. L'alinéa 2 paraît superflu. On ne voit pas en effet ce qui distingue l'adaptation de l'agrément de la demande d'agrément prévue à l'alinéa 1er.

Article 10

On n'aperçoit pas les raisons qui justifient qu'il soit dérogé à la règle ordinaire d'entrée en vigueur des arrêtés.

Voorafgaande opmerking

Het is logischer eerst te vermelden aan welke voorwaarden moet worden voldaan om een erkenning te krijgen (artikel 5) en daarna te bepalen welke procedure daarvoor moet worden gevolgd.

Onderzoek van het ontwerp

Dispositief

Artikel 1

1. Artikel 14ter van de wet van 3 januari 1933 op de vervaardiging van, de handel in, en het dragen van wapens en op de handel in munitie bepaalt :

"Alleen de natuurlijke personen of rechtspersonen die overeenkomstig artikel 1 zijn erkend, worden gemachtigd om een schietinstallatie voor vuurwapens, al dan niet gelegen in een gesloten lokaal, uit te baten, of af en toe of regelmatig oefeningen voor sport-schieten te organiseren.

De Koning bepaalt de erkenningsvoorwaarden op voorstel van de Ministers die bevoegd zijn voor Justitie en Binnenlandse Zaken.

Dit artikel is niet van toepassing op de schietinstallaties of de schietoefeningen die enkel bestemd zijn voor de opleiding of de training van de ambtenaren van de diensten van het openbaar gezag of van de openbare macht die overeenkomstig artikel 22, derde lid, worden aangeduid."

.../...

Uit deze bepaling vloeit voort dat alle personen die een schietinstallatie hebben of die oefeningen voor sportschieten organiseren, met uitzondering van de schietinstallaties of schietoefeningen bedoeld in het derde lid, overeenkomstig artikel 1 van de wet erkend moeten zijn en dus moeten voldoen aan de erkenningsvoorwaarden die bij dat artikel worden opgelegd.

Bij de wet wordt de Koning er niet toe gemachtigd om in andere vrijstellingen van erkenning te voorzien dan die welke vermeld wordt in het voornoemde artikel 14ter, derde lid.

Artikel 1 bepaalt enerzijds dat het ontwerp niet van toepassing is "op de schietinrichtingen die door erkende wapenhandelaars of -verzamelaars uitsluitend worden gebruikt voor het testen van wapens". Voor zover de wapenhandelaars of -verzamelaars als zodanig overeenkomstig artikel 1 van de wet erkend moeten zijn en voor zover het ontwerp er niet toe strekt ze van die verplichting vrij te stellen, stuit die beperking van de werkingssfeer van het ontworpen besluit niet op kritiek.

2. Artikel 1, § 2, bepaalt anderzijds dat dit besluit niet van toepassing is "op de plaatsen waar slechts een maal per jaar een schietactiviteit wordt georganiseerd".

De organisatoren van zulke activiteiten kunnen bij het ontworpen besluit niet vrijgesteld worden van de verplichting om een erkenning te hebben, aangezien de wet

.../...

bepaalt dat schietoefeningen, ongeacht of ze af en toe dan wel regelmatig plaatshebben, slechts kunnen worden georganiseerd door natuurlijke personen of rechtspersonen die erkend zijn.

Zoals uit paragraaf 1, tweede lid, en paragraaf 2 blijkt ligt het in de bedoeling van de steller van het ontwerp te bepalen dat alle schietoefeningen georganiseerd moeten worden in een schietinstallatie van een erkende exploitant of op een plaats waar slechts één keer per jaar schietoefeningen worden georganiseerd.

Als de steller van het ontwerp de procedure wil vereenvoudigen, zou het ontwerp kunnen worden aangevuld met een bijzondere, eventueel vereenvoudigde procedure voor de erkenning van personen die één keer per jaar op een bepaalde plaats een schietoefening organiseren.

3. Tot slot zijn paragraaf 1, derde lid, en de tweede zin van paragraaf 2, louter een parafrase van artikel 14ter, derde lid, van de wet. Ze voegen er niets aan toe. Deze bepalingen zijn dus overbodig en behoren te vervallen.

Artikel 1 van het ontwerp moet volledig herzien zodat die opmerkingen in acht worden genomen.

.../...

Artikel 2

1. Het zou beter zijn paragraaf 1, eerste lid, als volgt te stellen :

"Art. 2. § 1. Artikel 2 van het koninklijk besluit van 20 september 1991 tot uitvoering van de wapenwet, hierna het besluit te noemen, is van toepassing op de aanvragen om een erkenning van personen die schietinstallaties exploiteren (1)".

2. Het zou beter zijn paragraaf 2, eerste lid, als volgt te stellen :

"De erkenning om een schietinstallatie te exploiteren, geeft de erkende persoon niet het recht om wapens te verwerven, noch om munitie over te dragen, behalve overeenkomstig artikel 5, eerste lid, 7°,".

3. Artikel 8, § 2, tweede lid, van de wet van 10 april 1990 op de bewakingsondernemingen, de beveiligingsondernemingen en de interne bewakingsdiensten bepaalt :

"Voor het uitvoeren van hun opdrachten mogen alleen de personeelsleden van de genoemde ondernemingen en diensten of de personen die voor hun rekening werken, die met goed gevolg een opleiding hebben

(1) In het algemeen behoort overeenkomstig de wettelijke benaming het woord "schietinstallaties" te worden gebruikt in plaats van "schietstanden".

genoten in een overeenkomstig de wet van 3 januari 1933 op de vervaardiging van, de handel in en het dragen van wapens en de handel in munitie erkende schietstand, wapens houden, vervoeren en dragen ...".

Hoewel niets eraan in de weg staat dat de Koning bijzondere voorwaarden bepaalt voor de erkenning van schietinstallaties waarin opleidingen worden verstrekt aan de personen vermeld in het voornoemde artikel 8, paragraaf 2, tweede lid, wordt de Koning bij de wet van 3 januari 1933, paragraaf 2, tweede lid, er evenwel niet toe gemachtigd om voor die activiteit een speciale vergunning te eisen die door de Minister van Binnenlandse Zaken wordt afgegeven.

De erkenningen die overeenkomstig de wet van 3 januari 1933 worden afgegeven, moeten krachtens artikel 1 van die wet immers worden afgegeven door de gouverneur van de provincie waar de aanvragers hun activiteiten willen uitoefenen.

Volgens de gemachtigde ambtenaren zou zulk een bepaling haar rechtsgrond ontleen aan artikel 7 van de voornoemde wet van 10 april 1990, dat als volgt luidt :

"De Minister van Binnenlandse Zaken erkent onder de door de Koning vastgestelde voorwaarden de instellingen die zorgen voor de beroepsopleiding en -vorming voorgeschreven door de artikelen 5, eerste lid, 5°, en 6, eerste lid, 5°."

De schietopleiding wordt evenwel niet voorgeschreven bij de artikelen die in artikel 7 worden vermeld, maar wel krachtens artikel 8, § 2, tweede lid.

.../...

Artikel 7 van de wet van 10 april 1990 kan dus evenmin rechtsgrond opleveren voor een bijzondere vergunning die door de Minister van Binnenlandse Zaken moet worden afgegeven.

Artikel 2, § 2, behoort te vervallen.

2. Wat paragraaf 3 betreft, is de bepaling dat het beroep bij de Minister van Justitie niet kennelijk ongegrond mag zijn, geheel zinloos.

Alleen de persoon bij wie beroep wordt ingesteld kan immers gemachtigd worden te oordelen of dat beroep gegrond is en het spreekt voor zich dat een ongegrond beroep niet wordt ingewilligd, ongeacht of het al dan niet kennelijk ongegrond is.

In plaats van te bepalen dat "op het getuigschrift van erkenning, dat een bijzonder nummer draagt, duidelijk wordt vermeld dat het een schietstand betreft", is het bovendien beter een modelformulier voor het getuigschrift op te leggen en het bij het onderhavige ontwerp te voegen.

Artikel 3 (dat artikel 4 wordt)

Paragraaf 1 bepaalt dat in de erkenning wordt vermeld aan welke voorwaarden moet worden voldaan om een schietstand te exploiteren of schietoefeningen te organiseren.

.../...

Paragraaf 2 bepaalt dat als de erkenningsvoorwaarden niet worden nageleefd, de erkenning kan worden geschorst, ingetrokken, beperkt of "onderworpen aan bijkomende voorwaarden".

Zo wordt de gouverneur er dus toe gemachtigd om naast de voorwaarden die in het onderhavige ontwerp worden opgelegd, bijzondere voorwaarden te stellen, hetzij op het ogenblik dat hij iemand erkent, hetzij als hij vaststelt dat de erkende persoon zijn plichten niet nakomt. Volgens de uitleg van de gemachtigde ambtenaren gaat het om bijzondere voorwaarden die niet samenvallen met die welke in artikel 5 worden gesteld.

Zulk een machtiging is slechts aanvaardbaar als in het ontwerp wordt bepaald waarop die bijzondere voorwaarden betrekking kunnen hebben en als ze slechts betrekking hebben op bijkomstige punten of details.

2. Bovendien behoort in paragraaf 2, 2°, te worden vermeld wat onder "de andere op de schietstanden toepasselijke reglementeringen" moet worden verstaan.

Artikel 3 behoort volledig te worden herzien.

Artikel 4 (dat artikel 5 wordt)

1. Voor het eerste lid wordt de volgende lezing voorgesteld :

.../...

"Art. 5. De volgende drie categorieën van personen mogen gebruik maken van schietinstallaties om :

1° ...;

2° de personen die in dienst of voor rekening van bewakingsondernemingen of interne bewakingsdiensten werken, hierna bewakingsagenten te noemen;

3° ...

Een schietinstallatie mag niet tegelijk door personen van verschillende categorieën gebruikt worden."

2. De eerste zin van het tweede lid is niet regelgevend en moet vervallen.

Artikel 5 (dat artikel 3 wordt)

Volgens 6° moet de exploitant of zijn vertegenwoordiger telkens als er schietactiviteiten plaatshebben, aanwezig zijn.

Volgens 11°, e), omvat het huishoudelijk reglement "het aanstellen van een verantwoordelijk persoon naar aanleiding van elke schietoefening".

.../...

Zoals de gemachtigde ambtenaren hebben toegegeven, bevatten die twee bepalingen dezelfde verplichting. Een van beide moet dus worden aangepast.

Artikel 6

Aangezien het ontworpen besluit tot doel heeft de erkenningsvoorwaarden te bepalen, spreekt het voor zich dat de erkenning geschorst of ingetrokken kan worden als de verplichting vervat in de eerste zin van deze bepaling niet wordt nagekomen.

De bepaling dat "de erkenning kan worden ingetrokken indien deze plicht kennelijk niet werd nageleefd" beperkt dus geenszins de discretionaire macht van de gouverneur om te bepalen welke straf wordt opgelegd als de erkenningsvoorwaarden niet worden nageleefd.

Als het, zoals de gemachtigde ambtenaren hebben vermeld, in de bedoeling ligt van de steller van het ontwerp het belang van die verplichting te onderstrepen, dan zou het beter zijn te bepalen dat de erkenning wordt ingetrokken als die verplichting niet wordt nagekomen.

Artikel 7

De aanstelling van de ambtenaren die ertoe gemachtigd zijn om de overtredingen van de wet van 3 januari 1933 en van de besluiten ter uitvoering ervan op te sporen en

.../...

vast te stellen, alsook de omvang van hun bevoegdheden, wordt geregeld bij artikel 24 van die wet.

Artikel 7 behoort dus te vervallen.

Artikel 8

1. Het eerste lid zou beter als volgt worden gesteld :

"Art. 7. De personen die op de dag van de inwerkingtreding van dit besluit een schietinstallatie exploiteren en die binnen zes maanden na die datum een aanvraag om een erkenning indienen, kunnen hun activiteiten blijven uitoefenen totdat de gouverneur (1) uitspraak over die aanvraag heeft gedaan en voor zover ze de bepalingen van artikel 5 naleven.".

2. Het tweede lid lijkt overbodig. Het is immers niet duidelijk welk onderscheid er zou zijn tussen de aanpassing van de erkenning en de aanvraag om een erkenning bedoeld in het eerste lid.

(1) De voorgestelde lezing houdt in dat de toestemming die deze overgangsbepaling bevat niet wordt verlengd totdat de Minister van Justitie uitspraak heeft gedaan over een eventueel beroep tegen een beslissing waarbij de erkenning geweigerd wordt. Als dit niet de bedoeling is van de steller van het ontwerp, moet de tekst dienovereenkomstig worden aangepast.

Artikel 10

Het is niet duidelijk waarom wordt afgeweken van de gewone regel betreffende de inwerkingtreding van besluiten.

La chambre était composée de

De kamer was samengesteld uit

Messieurs J.-J. STRYCKMANS,
de Heren

premier président,
eerste voorzitter,

Y. KREINS,
P. QUERTAINMONT,

conseillers d'Etat,
staatsraden,

J. van COMPERNOLLE,

assesseurs de la
section de législation,

J. KIRKPATRICK,

assessoren van de
afdeling wetgeving,

Madame
Mevrouw

J. GIELISSEN,

greffier assumé,
toegevoegd griffier.

Le rapport a été présenté par
M. L. DETROUX, auditeur. La note
du Bureau de coordination a été
rédigée par M. C. AMELYNCK,
référéndaire.

Het verslag werd uitgebracht
door de H. L. DETROUX, auditeur.
De nota van het Coördinatiebureau
werd opgesteld door de
H. C. AMELYNCK, referendaris.

La concordance entre la version
française et la version néerlandaise
a été vérifiée sous le contrôle
de M. J.-J. STRYCKMANS.

De overeenstemming tussen de
Franse en de Nederlandse tekst
werd nagezien onder toezicht van
de H. J.-J. STRYCKMANS.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER,

LE PREMIER PRESIDENT - DE EERSTE
VOORZITTER,

J. GIELISSEN

J.-J. STRYCKMANS